

NON À LA PROCÉDURE DE LICENCIEMENT D'UN DÉLÉGUÉ CGT DE L'EMBOUIT

La direction veut licencier un de nos camarades de l'Emboutissage. Il est convoqué à un entretien en vue d'un licenciement lundi 26 juin à 13h30.

Nous appelons les salariés à débrayer lundi 26 à partir de 13h, pour dénoncer la politique de sanctions de la direction, qui vise tous les salariés.

Les militants CGT sont intervenus à la réunion CHSCT du Ferrage-Embout ce matin, pour dénoncer cette procédure avec la déclaration suivante :

Une procédure de licenciement est engagée contre un de nos camarades, militant à la CGT depuis 17 ans. Après ses 10 jours de mise à pied il y a 2 mois, vous persistez pour un motif totalement bidon, car vous voulez dégommer la CGT de tout un secteur de l'usine. Mais ce qui n'est pas bidon pour nous, c'est votre intention de licencier l'un des nôtres. Et ça, nous ne l'acceptons pas !

Derrière lui, c'est tout le syndicat CGT que vous attaquez. Hier encore, 6 de nos camarades étaient convoqués au tribunal de grande instance. Ils ont été mis en examen. Ils n'ont pas volé, ils n'ont pas détourné de l'argent, ils n'ont commis aucune agression. Ils ont été mis en examen suite à la parution d'un simple tract !

Votre objectif, c'est celui de la direction de PSA dans toutes les usines du groupe en ce moment : sanctionner des militants, aller jusqu'à des procédures de licenciement ou des assignations au tribunal, pour tenter de nous intimider, de nous démoraliser. Vous allez même jusqu'à salir les militants CGT, en propageant de fausses accusations contre nous.

*Mais nous ne sommes pas dupes : **quand vous décidez de vous en prendre aux délégués du 1^{er} syndicat chez les ouvriers de l'usine, il y a en fait une volonté de votre part de vous attaquer à l'ensemble des salariés.***

Ces derniers mois, dans quasiment tous les secteurs vous imposez des heures supplémentaires. Dans plusieurs usines du groupe, c'est la même chose. Mais des débrayages ont lieu, à Rennes, à Sochaux, à Sevelnord, à Borny, pour protester contre ces heures obligatoires et bien souvent non payées.

Votre politique de flexibilité à outrance, de sous-effectif, d'aggravation des conditions de travail, de blocage des salaires et des évolutions professionnelles, de sanctions pour un oui ou pour un non, toute cette politique finira par provoquer des réactions collectives, à Mulhouse aussi. Et à la CGT, nous nous y préparons.

On voit clair dans vos intentions : avec la procédure de licenciement qui vise notre camarade, vous cherchez à nous faire baisser la tête, à nous faire rentrer dans le rang. Mais nous ne sommes pas de ceux-là. On ne baissera jamais la tête face à vos attaques.

On vous prévient : votre politique est vouée à l'échec, car vous ne viendrez jamais à bout de la détermination des militants de la CGT.

***Au contraire même : vos manœuvres ne font que renforcer notre conviction commune d'avoir à défendre les intérêts collectifs des salariés.** Et nous sommes là ce matin, ensemble, pour vous le dire. Aucun délégué de la CGT n'assistera à une seule réunion organisée par la direction, à compter de ce jour. Mais nous serons toujours dans les ateliers pour défendre les revendications des salariés, et pour les faire connaître à la direction.*